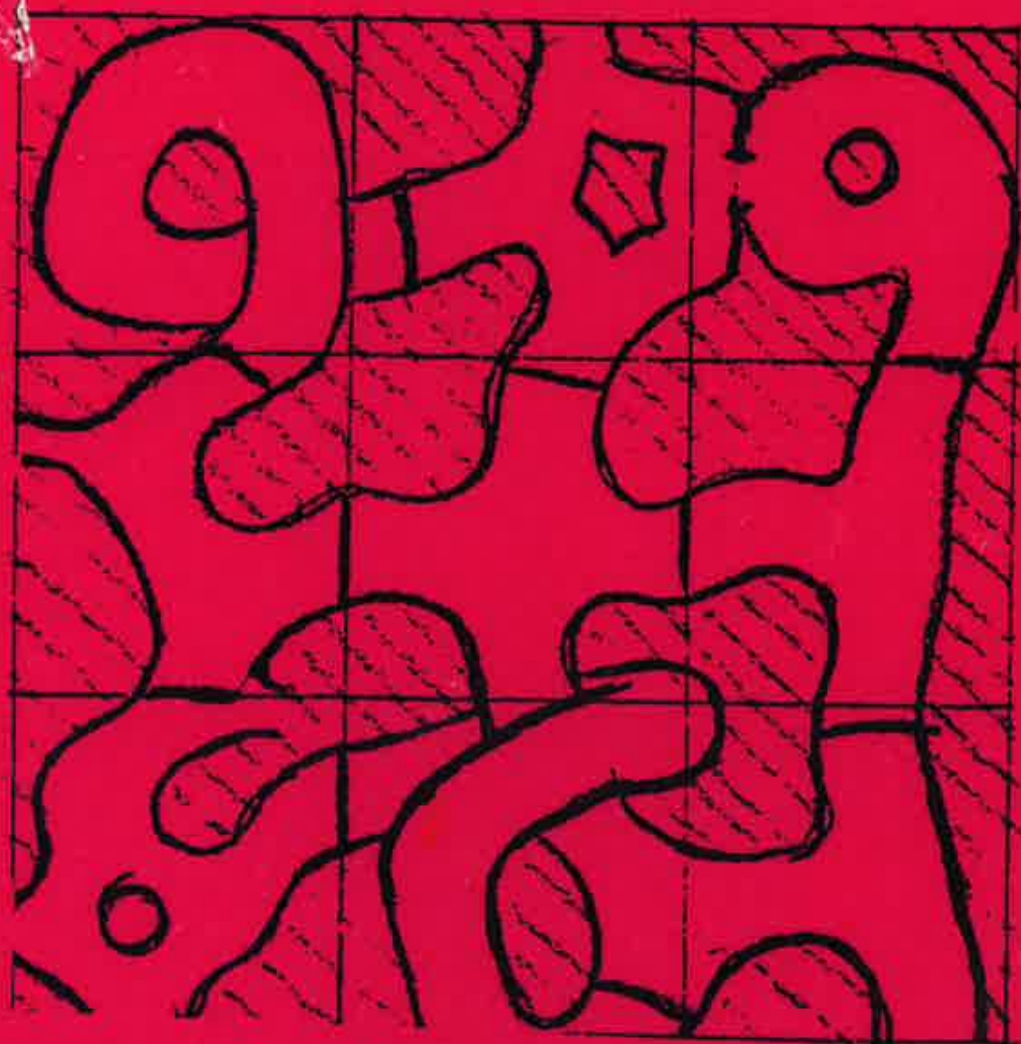


Cahiers du Collectif 14 juin

n°1

L'extrême droite, l'UDC, et les femmes

Le mouvement masculiniste



Potion féministe contre l'UDC

Genève, 8 mars 2008

Sommaire

2 Introduction

La montée de l'extrême droite

5 L'extrême droite, l'UDC et les femmes

13 Faut-il que les femmes aient peur de l'UDC ?

Interview de Lorena Parini

15 Eva Herman et le Kampfbund Nationaler Aktivistinnen Antiféminisme, biologisme et accents völkisch

Par Elisabeth Joris et Lilo König

21 Eva go home !

Le mouvement masculiniste

25 La percée du mouvement masculiniste en Occident

Par Hélène Palma

Points de vue

44 «Exit les femmes»

Lettre de lectrices

45 La complainte du mâle barré

Par Anne Zelensky

Introduction

Une évolution inquiétante pour les femmes

En Suisse comme ailleurs, nous constatons une dégradation de la situation à plusieurs niveaux : accroissement fulgurant des inégalités, recours à la répression pour résoudre les problèmes, sélectivité et compétition valorisées, désignation de boucs émissaires... L'idéologie néolibérale progresse presque partout et les idées de droite et parfois d'extrême droite s'expriment sans détour dans la rue, sur nos murs et dans la presse.

Depuis une dizaine d'années, un parti politique autrefois agrarien, augmente rapidement son influence dans le pays, y compris dans nos régions qui semblaient épargnées, il n'y a pas si longtemps. Les dernières élections fédérales ont confirmé cette avance : l'UDC est devenu le parti le plus important du pays. Nous avons subi - et c'est loin d'être fini - d'importantes campagnes xénophobes qui alimentent la méfiance et l'hostilité d'une partie de la population à l'égard des étrangers (musulmans, noirs, slaves, frontaliers, etc.).

Des groupes extraparlimentaires d'extrême droite sont présents en Suisse, et participent à une mouvance internationale qui s'organise et se développe. Leurs interventions ont perturbé à plusieurs reprises la célébration patriotique sur la prairie du Grütli. En 2007, ils ont accompagné la manifestation organisée à Berne par l'UDC avant les dernières élections.

Dans ce contexte général, on constate sans surprise la même tendance à la régression en ce qui concerne les femmes : certaines des améliorations obtenues par de longs combats sont remises en question. On laisse entendre que si les femmes rentraient à la maison tout irait mieux et les

enfants seraient mieux éduqués. La nécessité d'agir pour atteindre l'égalité des droits entre hommes et femmes devient de moins en moins prioritaire, « ce n'est plus d'actualité ». Les bureaux de l'égalité perdent des plumes partout, bref, on a changé de période !

Parallèlement à cela, on assiste à une percée des revendications du mouvement masculiniste, à la tête duquel on trouve les organisations de pères divorcés se prétendant victimes du féminisme. Cette évolution nous interpelle et, en tant que féministes, nous avons voulu prendre le temps d'en discuter pour mieux comprendre quelles en sont les conséquences pour les femmes. Et, à partir de là, trouver les moyens de combattre ce genre de discours et de stratégies politiques.

Une journée de réflexion

Samedi 6 octobre 2007, le Collectif 14 juin a organisé une journée de séminaire sur deux thèmes, l'un étant « la montée de l'extrême droite » et l'autre, « le mouvement masculiniste ».

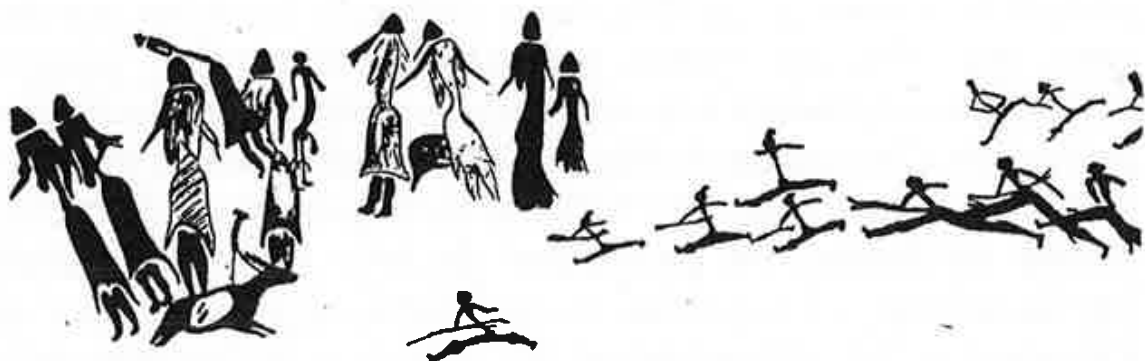
L'invitation était rédigée en ces termes : « En plein backlash (retour de manivelle) nous ressentons le besoin de pousser la réflexion sur les fonctionnements de ces mouvements minoritaires mais tellement influents sur l'opinion publique et sur les professionnel-le-s (juges, enseignant-e-s, psy, etc.). Les conséquences pour les femmes sont redoutables. Pour organiser notre parade, il faut mieux les connaître. »

Dans cette brochure, réalisée à l'initiative d'un groupe de travail du Collectif 14 juin, nous publions les deux exposés ainsi que d'autres textes qui nous ont semblé pouvoir contribuer utilement à la réflexion. Le premier exposé, qui a pour titre « L'extrême droite, l'UDC et les femmes », présente une analyse éclairante de l'UDC et de la mouvance d'extrême droite en Suisse, en particulier de leur politique sexiste. Le deuxième, « La percée du mouvement masculiniste en Occident », en décortiquant les discours et les stratégies de ces groupes d'hommes, fait la démonstration de leur caractère profondément antiféministe.

Depuis le mois d'octobre, le poids politique de l'UDC a été confirmé lors des élections fédérales tandis que Christoph Blocher s'est fait éjecter du Conseil Fédéral, le 12 décembre. On notera que certains textes concernant l'UDC que nous publions dans cette brochure sont antérieurs à ces événements. Il nous semble cependant que leur contenu garde tout son intérêt.

Le projet de société porté par une formation politique inclut toujours une conception déterminée du rôle des femmes, des activités qui doivent être les leurs, de la valeur de leur travail, gratuit ou non. Nous nous proposons de faire émerger dans le débat public, le caractère sexiste du courant politique représenté par l'UDC et d'essayer de convaincre le plus grand nombre de femmes de se méfier, de ne lui accorder aucun suffrage à quelque niveau que ce soit et de s'organiser contre les attaques à venir.

La rédaction



L'extrême droite, l'UDC et les femmes

Quelques remarques générales sur l'extrême droite

L'idéologie d'extrême droite s'appuie sur quatre piliers principaux : la famille, la nation, l'identité et l'ordre moral. Il s'agit bien entendu de la famille européenne et non immigrée qui forme la base de la nation, et qui est le lieu de la transmission des valeurs occidentales et des origines. Dans cette idéologie, il n'y a qu'une seule identité, c'est l'identité chrétienne occidentale, et elle prévaut sur toutes les autres. Sur la question de l'ordre moral, les organisations de ce courant s'adressent plutôt aux familles, mais elles prennent également en compte la place des femmes dans la société, qui seraient devenues les victimes de la société de consommation : c'est pourquoi les femmes doivent reprendre leur place « naturelle » qui est celle de devenir mère et de s'occuper de l'éducation de leurs enfants. Vue l'augmentation importante du nombre d'étrangers, elles ne sont plus en sécurité. Il faut donc leur accorder une protection particulière.

L'extrême droite « classique » n'hésite pas à vanter la supériorité de la race blanche, à parler de société multiculturelle comme d'une société décadente qui a perdu la pureté de la race. Dans leur programme, les organisations d'extrême droite



font systématiquement campagne contre tout autre mode de vie familial que traditionnel, sont activement homophobes, et pour résorber le chômage, elles proposent entre autres de renvoyer les mères dans leur foyer et d'expulser les immigrés. Le droit à l'avortement est combattu farouchement ; il y a un refus total d'un contrôle des femmes sur leur fécondité. Quant à la place des femmes et des hommes dans la société, on trouve des remarques sur leur complémentarité, avec une frontière intouchable entre la sphère privée dévolue aux femmes et la sphère publique aux hommes.

Quand des femmes d'extrême droite apparaissent publiquement, c'est le plus souvent dans un rôle de soutien des partenaires hommes, assumant alors l'infrastructure des activités de ces derniers. Pour rétablir l'ordre moral contesté, il faut une autorité forte dans tous les domaines de la société, et désigner un sauveur qui sera acclamé comme chef par l'ensemble des militants et deviendra le père de la nation.

La mouvance d'extrême droite en Suisse

Depuis les années nonante le développement de l'Union démocratique du centre (UDC) a fait disparaître du débat public des petits groupes d'extrême droite. Néanmoins, dans cette dernière campagne pour les élections fédérales, un groupement appelé Partei National Orientierter Schweizer (PNOS) ou Parti des Suisses nationalistes (PNS), en français, qui se revendique ouvertement comme néonazi, a fait parler de lui, en particulier en relation avec la fête du 1^{er} août sur la prairie du Grütli. Dernièrement, une des membres de son comité directeur, Denise Friedrich, a fondé le Kampfbund nationalistischen Aktivistinnen (KNA), une association de femmes qui proclame : « Nous disons qu'il faut revenir aux vraies valeurs que sont la famille, l'éducation et la solidarité... et que l'intégration des étrangers est vouée à l'échec. » (Tribune de Genève, 3 août 2007).

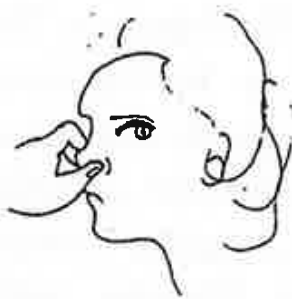
Il est intéressant de constater que la maîtresse à penser de cette nationaliste d'extrême droite, est l'écrivaine allemande Eva Herman qui a écrit le livre « Das EVA-Prinzip ». Eva Herman est une ancienne présentatrice de la télévision allemande qui a été licenciée pour son apologie de la période nazie. Pour résoudre les problèmes de la société actuelle, les recettes d'Eva Herman sont simples et connues : retour des femmes au foyer, défense de la race blanche, refus de l'immigration. Son livre a connu un énorme succès en Allemagne. Et sa venue à Berne, invitée par le groupement Pro Libertate, a suscité quelques remous.

À propos du PNOS, les historiennes zurichoises Elisabeth Joris et Lilo König, dans un article publié dans la revue "Olympe" (voir dans cette brochure, la version provisoire de cet article, traduite en français), mettent en évidence les maîtres à penser de ce parti d'extrême droite, qui sont des négationnistes notoires. Bref, du beau monde!

Un autre groupe de cette mouvance n'est pas à négliger, ce sont les Démocrates Suisses qui sont à l'origine de l'initiative contre la construction de minarets. Une des cibles de ces partis ou organisations, c'est la communauté musulmane de Suisse. L'UDC s'en inspire d'ailleurs largement. Il fallait entendre le député valaisan UDC Oscar Freysinger en parler lors du débat organisé avec SOS racisme, à Lausanne le 1^{er} octobre 2007. Il s'exprimait avec mépris, sans connaissance précise de cette religion, essayant de faire rire la salle en comparant les minarets à des asperges. Minable!

Mais le développement sans précédent de l'UDC depuis les années nonante (55 députés au Conseil National en 2003 et 62 en 2007), fait de l'ombre à ces organisations plus extrêmes. Les militants du PNOS ont pourtant défilé avec l'UDC le samedi 6 octobre 2007 à Berne, pour soutenir la réélection du conseiller fédéral UDC Christoph Blocher.

L'UDC, historique et programme



L'UDC est issue d'un ancien parti agrarien, présent au Conseil Fédéral depuis le début du vingtième siècle. Cela est important et explique qu'on retrouve des membres de l'UDC à tous les échelons de la politique en Suisse : au niveau communal, cantonal et fédéral. C'est un parti à la fois contre les institutions et en même temps profondément enraciné dans celles-ci.

Depuis la fin des années huitante, on assiste en Suisse à une triple crise : une crise « géopolitique », puisqu'avec la chute du mur de Berlin en 1989, l'épouvantail du communisme disparaît ; une crise identitaire suite au rapport Bergier qui met en cause la neutralité de la Suisse pendant la deuxième guerre mondiale et commence à ébranler le mythe de la Suisse comme « Sonderfall » ; une restructuration du monde économique par le développement du capital financier et de la mondialisation de la production industrielle.

Cet ensemble de facteurs crée dans la population un sentiment d'insécurité. Beaucoup de gens sont déstabilisés et cherchent des repères. L'UDC va utiliser cette situation pour se construire. La droite traditionnelle (en particulier le Parti radical) paraît démunie et perd de l'audience. La gauche, empêtrée dans la gestion de la crise, ne donne pas de réponses aux problèmes concrets que les gens rencontrent, en particulier les personnes peu qualifiées. Axant l'essentiel de sa propagande contre les étrangers, le parti de Christoph Blocher réussit à devenir le premier parti au niveau des suffrages grâce entre autres à un discours populiste et anti-establishment.

Avec deux conseillers fédéraux et le soutien des autres partis de droite, il met en application un programme néolibéral qui reprend les objectifs définis par deux livres blancs publiés par le patronat : redimensionnement de l'Etat, remise en cause du peu de sécurité sociale existant en Suisse (attaques

contre l'AVS, l'AI, l'assurance maladie, l'assurance chômage), priorité donnée à la compétitivité des entreprises sur tout autre considération (dénonciation par les entrepreneurs de la construction de la convention collective des maçons), libéralisation de l'économie par la flexibilité des emplois, la précarité des parcours professionnels et la concurrence généralisée. C'est ce parti qui impose l'agenda politique, les autres suivent. Indépendamment des résultats des élections du 21 octobre 2007, il compte occuper l'espace politique avec trois initiatives : l'initiative « pour des naturalisations démocratiques » (question de l'identité) ; l'initiative « contre la construction de minarets » (pour la défense des valeurs chrétiennes occidentales) ; l'initiative « pour le renvoi des étrangers criminels » (la suite de son programme xénophobe et raciste).

En reprenant à son compte des thèmes de l'extrême droite, en se construisant au niveau national à travers l'annexion de l'ancien parti agrarien, et ceci sous la direction de l'UDC zurichoise et de son chef Christoph Blocher, ce parti a mis en pratique une politique néolibérale sans rencontrer de réelles résistances. Il est devenu un parti de masse, avec un discours populiste, xénophobe, raciste, et également sexiste.

L'UDC, sexiste

Pour le moment, cet aspect ne ressort pas tellement dans les médias, et pourtant... L'aile dure de l'UDC représentée par l'UDC zurichoise est contre l'égalité des droits entre femmes et hommes. En effet, lors la discussion au Conseil National sur l'application de la loi sur l'égalité, le zurichois Toni Bortoluzzi, chef du groupe parlementaire de l'UDC, a plaidé entre autres pour la suppression de cette loi car elle n'apporte que des entraves à l'esprit d'entreprise et nuit à la place économique suisse. Dans son discours, il



demande ni plus ni moins que la liquidation du Bureau fédéral pour l'égalité car l'égalité restreint les libertés ; il termine par une attaque contre la gauche, en particulier contre les féministes de gauche qui à son avis ont déstabilisé la famille, cellule de base de la société. Les députés UDC votent en bloc contre tous les décrets d'application de cette loi.

Si on étudie les autres positions de ce parti sur des questions concernant les femmes, on se trouve face à des positions profondément sexistes. L'UDC s'est prononcée au Conseil National :

- Contre le droit à l'avortement, même minimum comme il existe en Suisse. Ce parti refuse aux femmes tout contrôle par elles-mêmes de leur fécondité et présente les hommes comme des victimes d'une prise de pouvoir par les femmes.

- Contre l'assurance maternité, même minimum comme elle existe actuellement car d'après l'UDC la maternité est avant tout une affaire privée, et les femmes avant d'être des salariées sont des mères dont la tâche sacrée est de mettre au monde des enfants pour la perpétuation de la nation. En plus, selon ce parti, cette assurance va d'abord financer les frais de maternité des étrangères, il s'agit donc de la refuser.

- Contre le partenariat enregistré pour les couples homosexuels. Là, on atteint des sommets dans l'argumentation de l'UDC qui révèle une homophobie primaire comme en a témoigné une affiche de triste mémoire à Genève.

- Contre la prise en charge des enfants en bas âge dans des structures collectives publiques. Pour l'UDC, il s'agit à nouveau d'une affaire privée et il faut plutôt encourager les mères à rester à la maison pour se consacrer à leur rôle « naturel ».

On peut ajouter à ce beau programme, une vision complémentaire des femmes et des hommes, elle aux fourneaux et lui sur le terrain public. Le couple Blocher est dans ce sens emblématique puisque Silvia a expliqué aux médias qu'elle fait

tout ce que son mari n'aime pas faire, veille à ce que tout se passe bien et s'occupe de l'infrastructure.

Il faut parler enfin du démantèlement social (assurance chômage, assurance invalidité, loi sur le travail, politique d'austérité) qui touche particulièrement les femmes qu'elles soient salariées, femmes au foyer ou retraitées. Il ne faut pas oublier que la « nouvelle » pauvreté concerne surtout des mères qui élèvent seules leurs enfants et des femmes retraitées qui ne peuvent subvenir à leurs besoins avec l'AVS. De plus, on commence à voir les conséquences d'une politique d'austérité car l'Etat se retirant de la prise en charge des personnes dépendantes, on fait à nouveau appel aux familles pour prendre en charge ce travail, ce qui revient à amener les femmes à le fournir gratuitement.

L'UDC raciste et xénophobe et l'égalité des droits

Pour terminer, il faut mettre en garde contre la manipulation par ce parti de la loi sur l'égalité des droits. Or, dans la campagne de l'UDC contre la communauté musulmane, cette égalité des droits est présentée comme acquise dans notre belle Helvétie, et les immigrés dans leur majorité n'auraient pas encore compris qu'ici, les femmes et les hommes sont égaux !



Il faut bien comprendre aussi que lorsque l'UDC parle de la famille, il s'agit de la famille suisse. À Zurich, pendant la campagne de la votation sur l'assurance maternité, elle a publié une affiche sur laquelle on voyait une femme kosovare enceinte avec ce slogan : « Voulez-vous payer pour elle ? » Il y a aussi eu, en Suisse allemande, une campagne contre les mariages forcés qui a passablement dérapé. On encourageait les femmes immigrées à quitter leur communauté machiste pour se réfugier auprès des bons Suisses, et on vantait l'institution

du mariage en Suisse comme la plus égalitaire au monde (merci pour les femmes victimes de violences conjugales, coupées en morceaux ou descendues au fusil d'assaut par leurs maris suisses!). On retrouve ce genre de réflexions à propos des viols collectifs commis par des jeunes immigrés qui seraient tous des violeurs potentiels, les Suisses, eux, seraient polis et respectueux. En gros, les femmes immigrées auraient besoin d'être protégées de leur mari, frère ou compagnon car elles sont en danger permanent alors que chez les Suisses....

Ce type de campagne représente une véritable provocation à l'égard de l'ensemble des femmes car on assiste soudain à un retournement des revendications - pour lesquelles les féministes se battent depuis les années septante - et à leur manipulation pour diviser les femmes entre celles d'ici et celles d'ailleurs. Notre slogan du 8 mars 2003 « Femmes d'ici, femmes d'ailleurs, solidarités » est plus actuel que jamais.

Quand on apprend qu'une partie importante de l'électorat de l'UDC est formée de femmes, on se rend compte qu'il y a un gros travail d'explication à faire. Et c'est particulièrement sur les positions racistes et sexistes de ce parti qu'il faudra susciter des prises de conscience afin d'éviter une division entre les femmes d'ici et celles d'ailleurs.

Textes ayant servi à la préparation de l'exposé

- L'article de Claudie Lesselier « Préférence familiale et préférence nationale, le programme du Front national » dans : *L'extrême droite et les femmes*, Claudie Lesselier, Fiammetta Venner, éditions Golias.
- Le dernier livre de Pietro Boschetti, *La conquête du pouvoir*, essai sur la montée de l'UDC, éditions Zoé.
- L'article paru dans le journal *Solidarités*, no 113, septembre 2007, de Jocélyne Haller et Pierre Vanek, intitulé : « Le complot de l'UDC pour renforcer le patriacat et contre l'égalité hommes-femmes ».
- Deux numéros des *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 25, nos 1 et 3, « Sexisme et racisme : le cas français » et « Sexisme, racisme et postcolonialisme ».

Faut-il que les femmes aient peur de l'UDC ?

Interview parue dans *Femina* du 28.10.2007

■ L'Union démocratique du centre (UDC) sort victorieuse des élections fédérales. Cette avancée de la droite nationaliste est une mauvaise nouvelle pour les femmes, selon la politologue Lorena Parini, maître d'enseignement à l'Unité de recherche Etudes genre de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève. ■

Quelle est la position de l'UDC sur l'égalité entre hommes et femmes ?

Ce parti combat l'égalitarisme et préconise la « complémentarité ». Cela revient à justifier, sous couvert d'une harmonie prétendument naturelle dans le couple et la famille, toutes sortes d'inégalités qui poussent les femmes à rester dans un cadre familial traditionnel plutôt que de travailler et de veiller à leur autonomie.

L'UDC prône donc le retour de la femme à la maison...

Son discours est double : le travail des femmes est inutile lorsque le marché se porte bien, et nécessaire lorsque le marché de l'emploi a besoin de main-d'œuvre flexible, mal payée et disponible de suite. Une chose est sûre, on n'a jamais entendu l'UDC préconiser un partage du travail domestique dans le couple, cette activité non rémunérée, non délimitée dans le temps et non reconnue !

D'ailleurs, l'UDC réclame depuis des années la fermeture du Bureau fédéral pour l'égalité...

Ce bureau et le travail qu'il fournit contredisent en permanence l'idéologie conservatrice de l'UDC. S'il disparaissait, cela éviterait à ce parti de se confronter avec des réalités qui sont incontournables. Comme dit l'adage populaire, « lorsqu'on veut tuer son chien, on dit qu'il a la gale ».

En quoi cette idéologie pénalise-t-elle particulièrement les femmes?

Une politique de désendettement de l'Etat ne peut qu'aboutir au démantèlement de l'Etat social. Et cela fragilise la situation des femmes ainsi que celle des étrangers ou des personnes invalides. Comme les femmes sont présentes dans toutes ces catégories, elles peuvent facilement cumuler des handicaps dus à leur position sociale et à leur sexe.

Quelle est la position de l'UDC sur le financement des crèches?

Pour l'UDC, les enfants et la famille sont des affaires privées où l'Etat n'a pas à intervenir ! Cette politique ne peut qu'enfermer les femmes, et notamment les mères de famille, dans un rôle traditionnel. On sait les difficultés d'argent que les femmes divorcées connaissent. Avec des enfants à charge, elles tombent plus facilement dans la pauvreté. Soutenir des infrastructures qui leur permettent d'allier maternité et vie professionnelle est indispensable pour leur sécurité, et l'UDC leur dénie ce droit.

Quel est le pourcentage d'électorat féminin qui vote pour ce parti?

Il faudra attendre les analyses électorales réalisées dans les mois qui suivent les élections. Mais les analyses passées montrent que les femmes sont un peu moins nombreuses que les hommes (46% contre 54%). Il s'agit de femmes plutôt âgées et issues d'un milieu peu urbain. Quant aux élues, il n'y a que 8 femmes sur 52, une proportion très limitée.

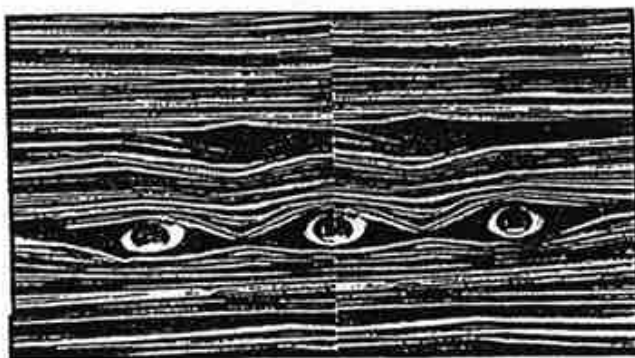
Le partenariat modèle que l'UDC montre dans ses clips, c'est Christoph et Silvia Blocher...

Le monde ne peut se résumer à un modèle à suivre où l'homme décide et la femme assure l'intendance. De quel droit et sous quel prétexte et M. et Mme Blocher se posent-ils en modèle à suivre ? Tout cela est ridicule ; si c'était le thème d'une pièce de théâtre, on en rirait de bon cœur. Heureusement, la réalité est bien plus complexe et plus excitante qu'un modèle somme toute inspiré des méthodes de commandement de l'armée. J'appelle cela la caporalisation du couple. Quelle tristesse!

Eva Herman et le Kampfbund Nationaler Aktivistinnen.

Antiféminisme, biologisme et accents völkisch*

■ En 2006, Eva Herman, célèbre présentatrice allemande du journal télévisé jette un pavé dans la mare avec son ouvrage “Das EVA-Prinzip – für eine neue Weiblichkeit” (“Le principe d’Eve”, pour une nouvelle féminité). Elle



y exalte le bonheur de la maternité, exhorte les femmes à retourner à leurs fourneaux, condamne les féministes qu’elle rend responsables de tous les maux de notre société, à commencer par la dénatalité, mais aussi de la violence des jeunes et de leur manque de repères. Le livre fait couler beaucoup d’encre en Allemagne, débats télévisés et discussions publiques se succèdent. C’est qu’il vient nourrir un débat sur la famille où les visions conservatrices ont encore la vie dure. En terre germanophone, Suisse alémanique comprise, le droit au travail des femmes et la nécessité des structures d’accueil pour les enfants sont nettement moins ancrés et reconnus qu’en France ou en Suisse romande. Ce qui explique peut-être que la bombe lancée par Eva Herman n’a guère fait d’éclats de ce côté-ci de la frontière linguistique. À peine quelques entrefilets ou commentaires succincts dans la presse. Les thèses défendues par Herman méritent pourtant qu’on s’y arrête plus longuement, car derrière l’ode à la maternité et le procès du féminisme se cache un discours aux forts relents nationalistes, racistes et xénophobes. Les mouvements nationalistes se réclament aujourd’hui des thèses de l’ancienne journaliste vedette et font ouvertement l’apologie de son ouvrage. Y compris en Suisse, comme le montre l’article suivant d’Elisabeth Joris et Lilo König ■

La rédaction

« Nous autres du KNA avons conscience que ce livre marque un véritable jalon » écrit Denise Friederich à propos du « Principe d'Eve » d'Eva Herman. Mais qui est donc Denise Friederich ? Il s'agit de l'unique membre féminin du bureau du Parti des Suisses nationalistes (PNOS ou PSN en français). Ce parti d'extrême droite avait fait parler de lui en 2004 à l'occasion de l'élection de l'un des siens au conseil municipal de Langenthal, avec l'appui de supporters UDC. Puis, plus récemment, en été 2007, avec son opposition frénétique et tonitruante contre le discours du 1^{er} août de Micheline Calmy-Rey sur le Grütli.

Dans cette action de résistance, ce mouvement d'extrême droite a pu compter sur la bienveillance d'un nombre considérable de Suisses et de Suissesses, opposés au « forcing des bonnes femmes ». Au-delà de sa bataille contre le discours de la Présidente de la Confédération sur la prairie mythique, le PSN présente des aspects moins connus mais autrement plus dangereux, à savoir un racisme aux accents völkisch, marqué par l'extrême droite allemande, ainsi qu'une forte propension à la violence dirigée contre les migrants, mais aussi contre tous les gens de gauche ou présumés tels.

Ainsi, n'est-ce sans doute pas un hasard si cette formation de droite a créé, peu avant le 1^{er} août 2007, un pendant féminin afin de faire barrage à l'appropriation du Grütli par les femmes, en particulier par Micheline Calmy-Rey ardente avocate du droit international. Avec Denise Friederich à sa tête, le Kampfbund Nationaler Aktivistinnen (Union des femmes activistes nationales) appelle à contrecarrer le « faux féminisme et sa pensée égalitaire contre nature ».

Le KNA a publié ses grands principes sur sa page internet, mise en lien avec le site du PSN. Ainsi, il se comprend comme un mouvement indépendant, regroupant des femmes nationales de tout âge qui s'inscrivent dans une orientation

politique. L'organisation se dit « au service du progrès des connaissances, du développement, de l'émancipation et de la participation de la femme nationale ». En puisant dans les éléments du féminisme et de la gauche radicale, le KNA conjugue allègrement antiféminisme virulent et pensée völkisch, qui nous rappelle les premières heures de la propagande nazie en Allemagne.

Le 21 juillet 2007, lors de l'assemblée constitutive du KNA, l'une des deux oratrices a plaidé pour une saine égalité entre hommes et femmes et appelé à lutter contre « l'égalité totale des sexes ». La seconde intervenante s'en est prise aux féministes, mais aussi au Capital, et même aux hommes « qui en prennent pour leur grade ». L'ampleur de la critique de la gent masculine peut se mesurer ici au combat mené contre la cérémonie 2007 du Grütli organisée par les femmes et par Micheline Calmy-Rey, adversaire résolue de Christoph Blocher au sein du Gouvernement fédéral et à l'appel lancé à chaque Confédéré - et non aux femmes - à se souvenir: « Rares sont ceux qui rendent dûment hommage au premier Confédéré (sic). Les opinions qui s'engagent pour le pays et donc contre la tyrannie capitaliste sont bannies de la prairie sacrée. » Reste à savoir ce que l'on entend par tyrannie capitaliste, la notion n'étant pas autrement précisée. De manière sous-jacente, on pique ici les sentiments antisémites et, plus explicitement, les sentiments xénophobes, puisque la critique porte systématiquement et exclusivement sur ce que l'on nomme le capital international.

La dimension raciste et populiste se manifeste plus visiblement dans l'antiféminisme du KNA. « Les peuples d'Europe sont confrontés aujourd'hui à une dislocation de la communauté des peuples et, à plus longue échéance, à leur disparition totale ». Ainsi, la critique que le féminisme a formulée à l'origine contre la marchandisation des femmes se transforme, dans l'argumentation du KNA, en croisade contre le féminisme. « Le grand capital international dégrade

la femme au rang d'instrument de l'économie, tandis que les médias en font une esclave de la consommation ». Et d'affirmer que le féminisme ne fait que renforcer cette évolution. Avec ses revendications absurdes qui veulent qu'une femme doive se réaliser par le travail et par sa carrière professionnelle, le féminisme pousse en définitive les femmes à mener une vie égoïste, dictée par le consumérisme, une vie sans lien et sans enfants, le tout sans considération aucune pour les autres, et encore moins pour les hommes. Et le KNA de conclure: « Nous devons combattre le féminisme radical (sic) et nous épanouir dans le rôle de la femme nationale ». Ou plus clairement encore: « Il est grand temps d'oeuvrer à la révolution. Et celle-ci passera par nous les femmes. Nous devons réaliser la revendication d'une féminité nouvelle et émancipée pour éviter le déclin du peuple. Qui d'autre si ce n'est nous? Quand, si ce n'est pas maintenant? ».

Cette construction rhétorique est empruntée au célèbre rabbin Hillel, grand érudit du 1^{er} siècle après J.-C. Avec un cynisme inouï, ou peut-être en complète ignorance de son origine, les porte-drapeaux de l'extrême droite, de Goebbels à Haider, avaient confisqué cette citation et c'est maintenant le KNA qui s'en approprie. Le message pourtant a perdu toute essence révolutionnaire, il s'agit ni plus ni moins que de renvoyer les femmes aux fourneaux pour qu'elles mettent au monde des enfants en grand nombre. La boucle est bouclée. Nous revoilà au point de départ, à savoir la présentation du livre d'Eva Herman "Le principe d'Eve".

Avec son brûlot contre les féministes, et surtout contre Alice Schwarzer***, Eva Herman tombe à pic pour Denise Friederich. Elle n'hésite pas en effet à s'en servir aussi pour réhabiliter Jürgen Graf et Bernhard Schaub, deux négationnistes condamnés en Suisse et appartenant à un réseau international, dès lors qu'elle établit un parallèle entre le licenciement de ces derniers et celui d'Eva Herman de son poste de présentatrice

du journal télévisé. Elle utilise en outre Herman dans sa lutte anti-communiste, en affirmant que l'auteur du "Principe d'Eve" aurait démasqué Karl Marx comme étant l'inventeur « de l'épanouissement personnel conduisant au néant ». On en aurait vu les effets en RDA avec ses places de crèche par milliers. La prise en charge extrafamiliale des enfants serait à l'origine d'une absence d'attachement. Friederich établit plus loin un lien hasardeux entre l'éducation des enfants sous le troisième Reich et les principes éducatifs chers aux soixante-huitards. « En réaction à l'éducation sévère et autoritaire est née, dans les années 60, l'éducation anti-autoritaire encore par trop répandue de nos jours. Une éducation sans limites, sans interdits et sans autorité. L'absence d'autorité, imputable entre autres à la prise en charge des enfants par des tiers, est encore compensée par une affection matérielle qui permet aux parents de se donner bonne conscience. Tout cela détruit les liens et nous entraîne vers une société peuplée d'égoïstes. »

Où Denise Friederich veut-elle en venir avec son apologie du "Principe d'Eve" ? Pour le comprendre, il suffit de mesurer la place qu'elle accorde à la pulsion de reproduction qu'Herman définit comme naturelle et que les féministes auraient totalement minée avec leur revendication d'épanouissement personnel. Le refus égoïste de procréer et l'oppression des hommes, autant d'éléments qui compromettent gravement l'avenir du pays, seraient la conséquence directe du discours féministe. Friederich se réfère à Herman pour invoquer, dans les principes fondateurs du KNA, la disparition de la nation, déclarée danger majeur. C'est essentiellement pour cette raison qu'elle recommande sans réserve l'ouvrage d'Herman.

Les bonnes lectures qu'elle propose ne s'arrêtent pas là. Ainsi trouve-t-on sur sa liste "Die westliche Wertegemeinschaft" dont l'auteur n'est autre que le négationniste Jürgen Schwab. Ce que les jeunes femmes aux chemises brunes sont invitées à lire sur recommandation de Friederich n'a guère de quoi nous

rassurer, quand bien même on trouve aussi sur la liste Alice Schwarzer et sa petite différence, l'ouvrage n'étant cité que pour faire figure d'épouvantail. Quant à Iris Radisch, directrice du Literaturclub der Schweiz, elle sera sans doute agacée d'apprendre que le KNA recommande la lecture de son livre "Die Schule der Frauen". Visiblement, les femmes d'extrême droite fraîchement débarquées sur la scène politique suisse font feu de tout bois pour alimenter leur discours nataliste et nationaliste. Au mépris total du véritable propos d'une auteure comme Radisch et dans le déni explicite de toute pluralité.

*Elisabeth Joris et Lilo König***
(Traduction : L. Morend)

* Terme intraduisible en français, « völkisch » est l'adjectif de « Volk », peuple. Mais ce mot est chargé d'une idéologie qui dépasse la traduction littérale : « national ». Le mot völkisch met l'accent sur la dimension spirituelle, sur la civilisation et la culture allemande, sur le caractère exceptionnel du peuple allemand et l'urgence du maintien de ses traditions. Le mouvement « völkisch », né au 19^{ème} siècle, rejette les influences étrangères, en particulier celle des juifs. Le national-socialisme a su canaliser ce mouvement idéologique et lui donner la funeste expression politique que l'on sait.

** Ce texte est paru en allemand, dans sa version définitive, dans la revue féministe Olympe, n° 25/26. Réf. : Elisabeth Joris / Lilo König: Eva Herman und der "Kampfbund Nationaler Aktivistinnen". Antifeminismus, Biologismus und völkische Töne, in: Olympe: Feministische Arbeitshefte zur Politik. Fokus: Demokratie: Partizipieren - Intervenieren - Analysieren, Heft 25/26, pages 107 à 110.

*** Alice Schwarzer est une représentante très connue du mouvement féministe allemand. En 1975, elle publie « La petite différence et ses grandes conséquences », un livre qui fera date, traduit en treize langues, où elle présente la sexualité comme un instrument de domination pour les hommes.

Eva go home !

■ Quelques jours avant le 8 mars, journée internationale des femmes, des « linksextreme feministische Chaotinnen » (féministes d'extrême gauche semeuses de chaos) de Berne chahutent la conférence d'Eva Herman. Ex-présentatrice du journal de la TV allemande, licenciée pour ses propos nostalgiques des « bons côtés » de la politique familiale du national-socialisme, elle est devenue l'icône « people » du mouvement néo-conservateur qui prône le retour des femmes au foyer et le partage traditionnel des tâches. Son licenciement et les idées qu'elle défend dans son livre « Das EVA-Principiz. Für eine neue Weiblichkeit » ("Le principe d'Eve. Pour une nouvelle féminité") ont soulevé un tollé en Allemagne. L'action « Eva go home » menée par la jeune mouvance féministe bernoise n'a pas manqué de faire scandale ; les médias de Suisse alémanique se sont emparés de la polémique en publiant articles sur articles, lettres de lecteurs et prises de positions de personnalités politiques. Pour en savoir plus, nous avons rencontré récemment à Berne trois jeunes militantes féministes qui ont participé à cette action. L'histoire qu'elles nous ont racontée, vaut la peine d'être connue en Suisse romande : la voici. ■

La rédaction

Le 3 mars 2007, Eva Herman a été invitée à donner une conférence publique, dans un hôtel de Berne, par « Pro Libertate ». Il s'agit d'une « vieille » organisation suisse alémanique réactionnaire, nationaliste, militariste et anti-communiste, liée entre



autres à l'ASIN (Association pour une Suisse indépendante et neutre) et à l'aile d'extrême droite de l'UDC.

Dans la grande salle, un public de 200 personnes, une majorité de têtes grises, mais aussi une quarantaine de jeunes femmes assises sagement ici et là dans la salle, ce qui dans un premier temps réjouit les organisateurs qui ne se doutent pas de ce qu'elles mijotent. Ce sont des militantes féministes et quelques militants solidaires aussi, convoquées de bouche à oreille : leur plan, perturber la conférence selon un scénario en plusieurs actes. Organisées en petits groupes, elles se manifesteront séparément, au cours de la conférence, selon des modalités prévues d'avance, non seulement dans la salle mais aussi dans la rue, devant l'entrée de l'hôtel.

Lorsque la présidente de Pro Libertate ouvre la séance en souhaitant la bienvenue à Eva Herman, un premier petit groupe de manifestant-e-s se lève et déroule devant la table de la conférencière une banderole « Das EVA-Prinzip : Eingemacht, Verkocht, Altbacken » (un jeu de mot, qui traduit littéralement donne « confit, trop cuit, rassis »), en huant des « Eva go home ! ». La banderole est rapidement arrachée par des organisateurs furieux. Aidés par des conseillers d'Etat et des parlementaires UDC et Démocrates suisses, ils poussent et traînent violemment ces manifestant-e-s vers la porte pour les expulser de la salle, en les frappant, les insultant et criant « dehors, dehors ! », pendant que d'autres spectateurs zélés les frappent à coups de pieds.

Eva Herman, le calme revenu, prend finalement la parole sous les applaudissements, lorsqu'au fond de la salle se lève un autre groupe de manifestantes qui lancent « enthousiastes » des slogans d'encouragement « Bravo, bravo ! », et « Eva, Eva ! » sans jamais s'arrêter d'applaudir. Dans le public, un homme en colère se met à hurler « Retournez dans votre crèche ! ». Entre-temps, dehors, dans la rue, un autre groupe

de manifestants a installé une sono d'enfer qui crache des décibels d'hard rock et distribue aux passants un tract qui explique l'action en cours.

Eva Herman garde son calme, et continue à parler malgré le vacarme des applaudissements, les huées et les insultes. L'agressivité des membres de Pro Libertate et de certains membres de l'UDC, présents dans la salle, est à son comble : les manifestantes sont jetées à coups de poings par-dessus les chaises, une autre est saisie par le cou par un membre de Pro Libertate qui veut l'étrangler, une autre est blessée sérieusement.

La conférencière abdique et finit par demander qu'on appelle la police. Les policiers arrivent sur place dix minutes plus tard. Leur cheffe écoute la version des uns et des autres, constate les dégâts : des jeunes femmes malmenées et blessées, des organisateurs déchaînés, leurs costards et cravates déglingués. Impressionnée par les violences subies par les manifestantes, la cheffe des policiers n'arrête personne invoquant la liberté d'expression.

Une demi-heure plus tard, apparemment toutes les perturbatrices ayant été expulsées de la salle, la police s'en va et la conférence peut reprendre. Mais c'était sans compter avec le dernier groupe de manifestantes encore présentes dans le public, qui s'étaient tenues tranquilles pendant les échauffourées dans le but de jouer le dernier acte de la pièce lors du débat prévu à la fin de la conférence.

Sans être dérangées, elles peuvent en effet poser une question à Eva Herman sur les violences qui se sont manifestées contre les femmes qui ont voulu intervenir. L'assemblée terminée, les manifestant-e-s se consultent pour savoir s'il faut porter plainte contre « lésions corporelles graves » mais après réflexion, tout le monde renonce.

Le premier article qui paraît dans la « Berner Zeitung » du lendemain est plutôt favorable aux femmes qui sont intervenues. Ensuite, pendant plusieurs semaines, les médias déversent une avalanche d'articles et de lettres de lecteurs et de lectrices très défavorables aux intervenantes, proférant parfois même des menaces à leur encontre. Après tout cela, personne n'est près d'oublier cet « event » !

Finalement, ce qui apparaît le plus significatif dans le bilan que les manifestantes font de leur action, c'est l'extrême violence des réactions qu'elle a suscitée, aussi bien du côté des militants patriotes qui ont organisé la conférence, que du côté de l'« opinion publique » qui s'est exprimée dans les lettres de lecteurs publiées dans la presse. Les coups et blessures qu'elles ont reçus n'arrêteront pas leur détermination à agir pour démasquer ces défenseurs de la patrie, de la famille et du rôle naturel de « la » femme. Comme elles l'affirmaient dans le tract distribué au cours de la soirée du chahut, en réalité c'est le pouvoir des hommes sur les femmes que ces mouvements défendent avec autant de virilité.



La percée de la mouvance masculiniste en Occident

■ Les masculinistes ne sont pas très nombreux en Suisse romande, mais leur influence dépasse leur nombre. Souvent membres de professions libérales, bénéficiant de bons contacts avec la presse, ils forment un groupe de pression qui gagne en influence auprès des juges, des enseignants et des médecins. Il est donc urgent pour nous féministes de comprendre le sens de leur discours et d'être capables de les contrer sans nous laisser piéger par leurs postures de victimes. C'est la raison pour laquelle nous avons invité Hélène Palma, une féministe engagée depuis la première heure dans ce combat. Hélène Palma enseigne la civilisation britannique à l'Université d'Aix-en-Provence. ■

La rédaction

Avant de parler du masculinisme, il faudrait commencer par en donner une définition. Nous allons l'emprunter à Michèle Le Doeuff, puisque c'est elle qui a créé ce terme. Voici ce qu'elle nous dit : « Pour nommer ce particularisme, qui non seulement n'envisage que l'histoire ou la vie sociale des hommes, mais encore double cette limitation d'une affirmation - il n'y a qu'eux qui comptent et leur point de vue -, j'ai forgé le terme de masculinisme. » (L'Etude et le rouet, vol.1, p.55)



Ainsi, Michèle Le Doeuff considère comme masculiniste tout discours, toute pensée, centrés sur les seuls hommes et leurs seuls intérêts. Je dirais pour ma part que le masculinisme aujourd'hui en Occident, c'est une lame de fond, une idéologie rampante, un état d'esprit à l'égard des hommes et des femmes, qui tend à affirmer que les premiers sont victimes des « excès » des secondes. Les femmes entend-on dire ici et là, auraient exagéré. Elles auraient obtenu « trop » de droits, de libertés et aujourd'hui, dit cette idéologie, elles seraient devenues incontrôlables. Le remède, entend-on encore murmurer, ce serait que les femmes soient rappelées à l'ordre.

Afin de donner une définition plus concrète on pourra dire que cette idéologie, en fait très ancienne, (on peut affirmer que tout patriarcat est masculiniste) a pris, au cours des dernières décennies, la forme d'une mouvance d'une radicalité extrême dont l'objectif non avoué mais évident est d'entraver la liberté des femmes que les acteurs de cette mouvance ne considèrent pas comme leurs égales.

Je vais essayer d'être encore plus précise en désignant quelques groupes qui s'illustrent de manière très spectaculaire à l'intérieur de cette mouvance : à ma connaissance ce sont les groupes de défense des droits des pères mais plus généralement les groupes d'hommes qui forment aujourd'hui le gros du bataillon masculiniste (mais comme nous le verrons, ce ne sont pas les seuls). Des hommes, des pères, donc, qui se lamentent sur la prétendue précarité de leur condition.

Or, à diplôme égal ils sont mieux payés que les femmes à raison d'en moyenne 20%, dans le secteur privé. Ils sont dotés d'emplois stables à responsabilité bien plus fréquemment que leurs collègues féminines ; leur carrière n'est jamais entravée

par d'inopportunes grossesses ; ils sont peu sollicités pour le soin aux enfants qui n'occupe qu'une mince part de leur journée ; et ils contribuent encore faiblement aux tâches domestiques en général¹.

Sur le plan judiciaire, ils sont encore trop peu poursuivis et trop souvent excusés lorsqu'ils se laissent aller à des violences domestiques comme le rappellent les statistiques de classement sans suite des plaintes de femmes pour violences domestiques ainsi que des travaux de sociologie (« Crime passionnel, crime ordinaire » d'Annick Houel, Patricia Mercader et Helga Sobota²).

En fait, le groupe le plus privilégié de notre société patriarcale prétend être gravement lésé et s'exprime dans ce sens depuis une quarantaine d'années. Ces hommes dénoncent le plus souvent le féminisme comme la cause première de leur mal-être et souhaitent ouvertement un retour en arrière.

Les conditions d'émergence de cette mouvance

Pensions alimentaires

Les premiers regroupements d'hommes ont commencé à apparaître dans les années 1950 lorsque le divorce s'est développé aux Etats-Unis : un nombre croissant d'hommes divorcés s'est alors trouvé dans l'obligation de payer une prestation compensatoire à leurs ex-femmes et une part contributive à l'éducation des enfants (« alimony » en anglais). Barbara Ehrenreich fait explicitement allusion à cette contestation du paiement de la pension alimentaire par des hommes dès la moitié du XX^e siècle dans son livre "The Hearts of Men : American Dreams and the Flight from Commitment" (1983) : « why should a man give his ex-wife alimony and child-support when she is just as capable » (p. 159).

Droits d'accès aux enfants

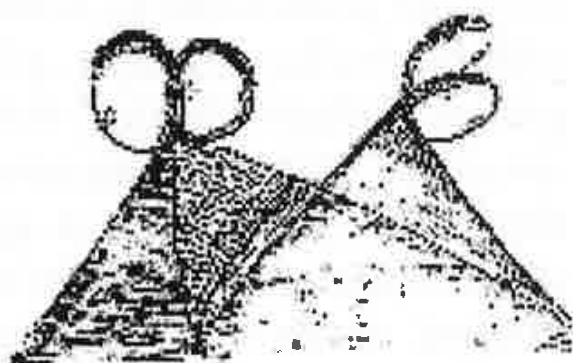
Un peu plus tard, dans les années 1970-80, la rhétorique de ces regroupements d'hommes divorcés a sensiblement changé d'allure. Il n'était plus question seulement d'argent, un argument qui ne rendait pas leur cause très sympathique, mais de douleur d'être quitté, de chagrin de ne plus voir suffisamment leurs enfants, selon eux indûment laissés au soin exclusif de leurs mères. C'est en médiatisant cette souffrance face à des femmes qui selon eux détruisent leur vie par égoïsme, pour poursuivre leur carrière ou suivre un autre homme en emmenant avec elles leurs enfants, que les groupes de pères ont réussi à s'attirer la sympathie de la société. Susan Faludi montre combien le film *Kramer contre Kramer*, par exemple, est emblématique du discours qui a alors commencé à se développer autour des questions de garde d'enfant³. *Kramer contre Kramer* met en effet en scène un couple qui divorce et souligne très pesamment la souffrance de ce père inquiet de perdre la garde de son fils. Plus récemment on pourrait citer le très populaire *Madame Doubtfire*, qui mêlant humour et pathos conduit le spectateur à plaindre de tout son cœur ce pauvre père victime d'un divorce et privé de l'affection de ses enfants.

Il est très important ici de souligner que les groupes de défense des droits des pères ne se sont jamais placés sur le plan de la réflexion constructive sur les problèmes de société qu'ils soulignent : ils ne se sont pas intéressés aux raisons profondes expliquant l'augmentation des divorces, ont très rarement abordé la notion de violence intra-familiale, celle de domination masculine ou encore celle de travail parental. Pour le dire autrement, il apparaît assez clairement que

l'objectif de ces regroupements n'a jamais été la réflexion politique sur des questions de société mais la revendication, pure et simple.

Le masculinisme qui est-ce ? Les acteurs en France, en Europe et ailleurs

Comme cela a été indiqué plus haut, ce sont bien les groupes de pères et les groupes d'hommes qui forment le gros des troupes masculinistes aujourd'hui, mais leur discours est repris bien au-delà de la sphère de leurs seuls cercles associatifs et réseaux d'influence.



Les groupes de défense des pères

Ce sont, comme leur nom l'indique souvent clairement, des associations dont le but est de lutter pour que les pères divorcés maintiennent un lien avec leurs enfants malgré la séparation ou le divorce. Martin Dufresne dirait que c'est la branche « paternelle » du mouvement masculiniste. On en trouve dans tous les pays du monde. Leurs discours sont très souvent comparables, leurs revendications aussi.

En lançant sur Google une recherche à partir des mots « groupes de pères divorcés/divorced fathers' groups », on obtient plusieurs centaines de milliers réponses renvoyant pour la plupart vers les sites d'associations de défense des droits des pères.

Pour la France, on compte environ une vingtaine d'associations de défense des pères divorcés ou séparés, toutes sont présentes sur internet. Les plus célèbres sont "SOS papa",

qui possède différentes antennes régionales, le "Mouvement de la Condition Paternelle" ainsi que l'association dissidente du "Nouveau Mouvement de la Condition Paternelle". Leurs noms peuvent parfois ne pas contenir de référence explicite à la paternité : "SOS Divorce" est dans ce cas, mais il ne fait aucun doute, à lire les textes contenus sur le site de cette association, qu'il s'agit là encore d'un groupe de défense des droits de pères divorcés. Ailleurs, se sont formés des groupes plus ou moins originaux, plus ou moins provocateurs. Le groupe "Fathers 4 Justice" en Grande-Bretagne est spécialiste des coups d'éclat de plus ou moins bon goût. Des messieurs déguisés en batman ou en spiderman se promènent devant des monuments historiques ou sur des grues pour crier leur douleur tandis que leurs camarades aspergent de poudre violette (violette en référence à l'une⁴ des couleurs choisies par les suffragettes lorsqu'elles menaient combat pour obtenir un peu d'égalité : le droit de vote) des députés à la Chambre des Communes. Aux Etats-Unis et au Canada, se trouvent sans doute les groupes au discours et aux actions les plus violents, avec des menaces adressées aux politiques si leurs revendications ne sont pas satisfaites⁵.

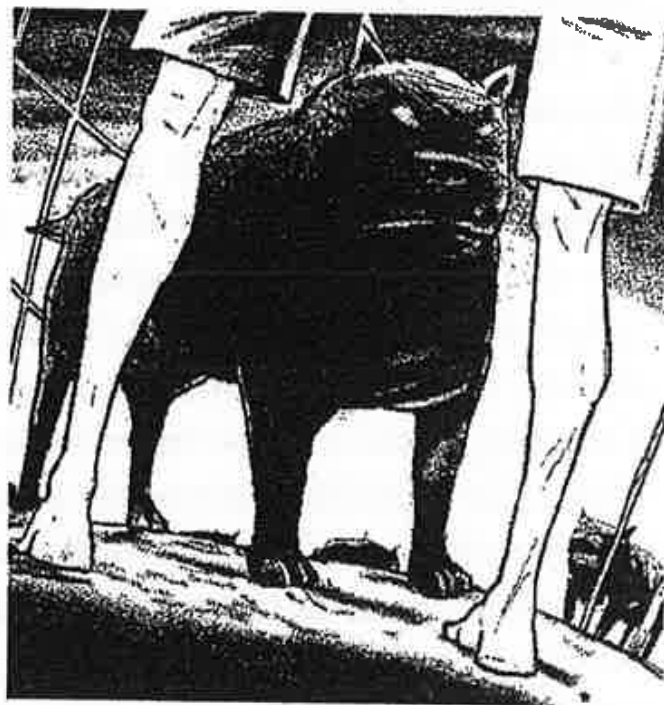
Les groupes d'hommes

Ce sont des associations aux objectifs plus généraux, beaucoup moins spécialisées que les associations de pères. Elles ont cependant en commun avec ces dernières de revendiquer avec virulence des droits et, comme ils en ont l'outrecuidance, l'égalité. C'est la "Condition Masculine" qui en France représente le mieux ce type d'associations. Le nom complet de cette association est toutefois « Condition masculine, soutien de l'enfance, sos divorce pour les pères », ce qui indique que ce groupe s'intéresse aussi beaucoup à la cause des pères divorcés.

Ailleurs, on trouve de nombreux regroupements d'hommes se disant contents d'appartenir au genre masculin : « content d'être un gars », c'est ce que déclare Yves Pageau, animateur du site internet garscontent.com, qui regorge d'injures à l'encontre des féministes et des juges. D'autres masculinistes légèrement plus subtils s'enorgueillissent de leurs titres universitaires, mais signent tout de même des ouvrages au titre sans équivoque. « Homme et fier de l'être » a été écrit par Yvon Dallaire, qui se définit comme psychologue, sexologue, auteur et conférencier. Aux Etats-Unis, on trouve le groupe d'hommes « Promise keepers » groupe d'hommes évangélistes qui promeuvent et revendiquent les valeurs patriarcales de chef de famille, de protecteur et de père.

Retentissement du discours masculiniste au-delà de la sphère d'influence de ces associations

L'apitoiement sur la condition paternelle/masculine est devenu un thème classique depuis quelques années. Dans de nombreux médias, au cinéma, chez de nombreux auteurs, sociologues, philosophes, on retrouve ce même attendrissement sur le sort des hommes et plus particulièrement des pères, et, plus particulièrement encore, des pères divorcés.



Une rapide analyse de la presse permet de s'en rendre mieux compte : en 2003, pour le 8 mars, *Elle* consacre un dossier au malaise masculin⁶ ; en janvier 2003, *Le Nouvel Observateur* sort un numéro hors-série consacré aux pères intitulé « l'Aventure de la paternité ». Les dérapages ne manquent pas, depuis Jean Daniel s'interrogeant sur l'utilité du droit de vote aux femmes jusqu'à Dominique Youf contestant le droit d'accoucher sous X en passant par l'inévitable témoignage d'un père se disant victime de son ex-femme et des fausses allégations de leur fille.

La presse télévisée ne manque pas d'exemples non plus : en mars 2003, le magazine « Envoyé spécial » diffusait un reportage consacré à des pères prétendument victimes d'accusations mensongères d'inceste. Le reportage « Divorces : l'arme du soupçon » n'envisageait à aucun moment la possibilité qu'un enfant se plaignant d'agressions puisse dire la vérité.

Chez les philosophes : Elisabeth Badinter s'intéresse depuis longtemps aux hommes, qu'elle plaint beaucoup, qu'elle qualifie de « sexe faible » dans XY et qu'elle décrit comme victimes des féministes dans « Fausse route ». Chez les sociologues, les psychologues, les psychanalystes, depuis longtemps, la compassion à l'égard des hommes, des pères, et surtout des pères divorcés, est devenue une vieille habitude. Certains, comme Geneviève Delaisi de Parceval et Christine Castelain-Meunier, toutes deux auteurs de livres consacrés à la paternité⁷, ont longtemps fait partie du comité d'honneur de l'association « SOS Papa ».

Cet apitoiement généralisé pourrait être intéressant et constructif : les sociologues et les philosophes qui se penchent parfois en toute bonne foi sur la souffrance masculine pourraient en effet permettre d'entamer une réflexion sur le

meilleur moyen d'aider à la fois les hommes et les femmes. L'ennui c'est que sous le masque larmoyant qu'ils présentent à la société, qui émeut tant de journalistes, de philosophes et de sociologues, les masculinistes cachent un programme réactionnaire redoutable pour les droits fondamentaux des femmes.

Quel est leur discours ? Quelles sont leurs valeurs ?

Contestation des dispositions post-divorce relativement aux enfants et à l'argent

La revendication première des groupes d'hommes et de pères, c'est de ne plus payer les pensions alimentaires et de voir leurs enfants plus souvent. Les arrangements de résidence alternée sont, de ce point de vue, très intéressants puisqu'ils permettent de fait la suppression du paiement de toute part contributive aux besoins des enfants. Cependant, la suppression de la pension alimentaire ne résout pas la question des écarts de salaire.

D'autre part, une résidence alternée, parce qu'elle est un mode de garde extrêmement contraignant, empêche tout déménagement : il devient donc impossible d'accepter un emploi loin sous prétexte qu'on a un enfant en résidence alternée. Les femmes, plus souvent précaires que les hommes, sont donc professionnellement entravées par ce genre de dispositions.

Négation des violences domestiques ; contestation de statistiques sur ces violences ; affirmation que les hommes seraient aussi victimes

La plupart de ces groupes d'hommes, de pères et leurs relais sont toujours prêts à nier la réalité des violences commises à l'encontre des femmes. Beaucoup de groupes d'hommes/pères accusent les féministes de falsifier les chiffres des violences. Ainsi le site internet du mouvement de la condition paternelle ose titrer l'un de ses articles : « Les violences



conjugales : une réalité largement maquillée » avec des petites phrases très intéressantes à souligner :

« Lorsqu'il vous est annoncé des chiffres importants de violences conjugales, chacun trouve cela scandaleux et prend effectivement

parti contre ces violences. Toute l'astuce de la propagande relève donc de ces chiffres. Or dans les chiffres des violences conjugales, contrairement à ce que tout le monde imagine, il ne s'agit pas que de coups et blessures mais aussi de tout ce que certaines femmes considèrent comme violence : simples désaccords conjugaux sans aucun acte physique ou virulence verbale, déceptions amoureuses, contrariétés en tous genres, simple non du mari à une dépense ou bien à une demande extravagante, simple refus, "violences" dites psychologiques, enfin tout ce qu'une femme peut ressentir comme une violence de près ou de loin parfois même de très loin. Certains considèrent ceci comme des violences conjugales et contribuent à gonfler considérablement et artificiellement les chiffres. Il suffit donc de "présenter" ces chiffres avec un "savoir-faire typiquement féminin de la communication", ce en quoi les femmes sont passées expertes. On vous a donc manipulé, on vous a induit en erreur ».

Une autre stratégie de ces groupes d'hommes consiste à prétendre que les hommes seraient autant battus que les

femmes, sinon plus. Yvon Dallaire vantait en 2003 les mérites d'un livre intitulé « L'homme battu », d'une certaine Sophie Torrent⁹. La même année, en janvier, l'association "SOS Papa" parvenait à intervenir dans une émission d'Yves Calvi, "C'est dans l'air", sur la 5, consacrée à la violence conjugale et nous présentait quelques messieurs prétendument victimes de « coups de griffes » alors que des militantes du réseau "Solidarité Femmes"¹⁰ étaient venues parler de meurtres de femmes.

On notera au passage que les interventions intempestives de Marcela Iacub et d'Hervé Le Bras contre l'enquête ENVEFF en 2003 ainsi que le livre d'Elisabeth Badinter « Fausse route » la même année, s'inscrivent non seulement dans cet état d'esprit favorable aux hommes qui caractérise la société actuelle, mais ont également servi de caution morale et de soutien symbolique au discours développé depuis des années par les groupes d'hommes et de pères.

Je souhaite enfin ajouter que cette négation générale des violences privées commises contre des femmes, des jeunes filles, des petites filles est puissamment appuyée et relayée par le discours tenu par certains psychologues, psychiatres, qui ne sont jamais à court d'imagination pour inventer de nouveaux concepts qu'ils présentent comme des « outils » permettant selon eux de distinguer les plaintes fondées des mensonges.

Richard Gardner est l'inventeur d'un concept parfaitement irrecevable¹¹ tant sur le plan scientifique que juridique (le SAP) qui consiste à invalider toute plainte d'inceste formulée par des enfants. Suicidé en 2003, Gardner continue pourtant à faire des ravages puisque son discours est largement repris

et diffusé par des psychologues ou psychiatres tels que Ralph Underwager aux Etats-Unis, Hubert Van Gijseghem au Canada et en France, ou encore Paul Ben Sussan en France.

Contestation du droit à l'avortement et à la contraception

Les groupes d'hommes réclament aussi le droit d'avoir un pouvoir de co-décision sur la poursuite ou non d'une grossesse, sur la décision d'avoir ou non des enfants (c'est-à-dire sur la liberté, pour une femme, de décider ou non d'avoir une contraception). Cet aspect de leur discours n'est pas toujours très aisé à déceler et c'est pourtant le plus dangereux. Dans le cadre de son enquête sur les milieux masculinistes, la réalisatrice Myriam



Tonelotto est parvenue à obtenir les confidences de plusieurs masculinistes face à la caméra. Parmi eux, Lionel Palisse, d'une association masculiniste grenobloise, "La Condition Familiale et Parentale", déclare clairement que la co-décision doit prévaloir pour la poursuite ou l'arrêt d'une grossesse. Gilbert Claes, de l'association québécoise « L'après-rupture » déclare lui aussi qu'il est injuste que les femmes aient la haute main sur les questions liées à la procréation. Myriam Tonelotto a enfin montré qu'en dernier ressort, les hommes souhaitant interdire un avortement à une femme étaient capables de demander l'aide tactique et surtout juridique de groupes anti-avortement¹².

Remise en cause du droit au divorce

Beaucoup de représentants des groupes d'hommes et de pères expriment ouvertement cette idée : pour les hommes,

le divorce est une catastrophe puisqu'ils se retrouvent du jour au lendemain à devoir assumer seuls des tâches domestiques et parentales qu'ils négligeaient jusque-là et à payer pension alimentaire et prestation compensatoire. Du point de vue financier, pratique et affectif, le divorce ne les arrange évidemment pas. Ces groupes sont donc activement à la recherche de moyens efficaces de l'empêcher. Parmi ces moyens figurent les conditions de la garde des enfants après le divorce : la résidence alternée, décrite par de nombreux médecins, contraignante, permettant un contrôle rapproché de l'ex-conjointe, est une des manières de dissuader les femmes de partir.

Quelles sont leurs stratégies ?

Résautage sur internet

Ces groupes, fortement présents sur internet, sont reliés les uns aux autres par ce mode de communication. Cela leur permet d'échanger des idées et de se développer plus rapidement.

Lobbying auprès des organes législatifs des pays dans lesquels ils vivent

Les groupes de pères ont des stratégies de lobbying redoutables consistant à multiplier les antennes associatives locales, à harceler les députés de visites, courriers et courriels, à conquérir des hommes et des femmes politiques.

Noyautage d'instances parajudiciaires

De très nombreuses instances parajudiciaires ont été investies depuis très longtemps par des groupes de pères ou des associations proches d'eux ou plus simplement encore sensibles à leur discours. Les lieux de rencontre « parents-enfants » dits « neutres » sont par exemple tous acquis à la

cause des droits-intangibles-des-pères-quoi-qu'ils-aient-fait : ils participent ainsi activement au processus de revendication de « droits » pour les pères. Ils sont également en partie responsables du processus de décrédibilisation de la parole des femmes victimes de violences domestiques puisqu'à leurs yeux, même les hommes violents doivent pouvoir bénéficier de droits parentaux intacts¹³.

Les lieux de médiation familiale participent eux aussi à ce processus de négation des violences puisque l'idée-maîtresse de la médiation familiale est qu'il faut absolument bannir tout ce qui pourrait alimenter le « conflit ». Une femme victime de violences, qui se plaint, devient systématiquement, aux yeux des médiateurs, une personne gênante et ennuyeuse.

Médiatisation extrême

La rhétorique des groupes d'hommes et de pères occupe le devant de la scène médiatique depuis de très nombreuses années. On ne compte plus les reportages au journal de 13h consacrés à de pauvres hommes victimes de séparations douloureuses, de fausses allégations de violences domestiques, d'inceste, etc.

Intimidation, violence et calomnie

C'est sans doute l'aspect de leur stratégie qui permet le mieux de les situer. Tout est bon pour faire parler d'eux et pour faire taire leurs opposants. Le groupe "Fathers 4 Justice" avait en 2006 programmé l'enlèvement de Leo Blair, fils benjamin du Premier Ministre de l'époque. D'après Yannick Demers, du "Collectif Masculin Contre le Sexisme", des groupes d'hommes vêtus de chemises noires (les « black shirts ») agressent des femmes repérées comme mères divorcées, mères célibataires.

Mon exemple personnel mérite aussi d'être cité. Quelques masculinistes au verbe haut ont tenté l'année dernière de me faire taire en lançant contre moi une campagne de calomnie. L'un d'entre eux a même créé un blog usurpant mon identité, dans lequel j'étais insultée, ainsi que mon père, ma mère et ma fille. Actuellement, deux masculinistes sont sur le point d'être jugés.

Résultats de leurs luttes et conséquences pour les femmes

Modifications légales

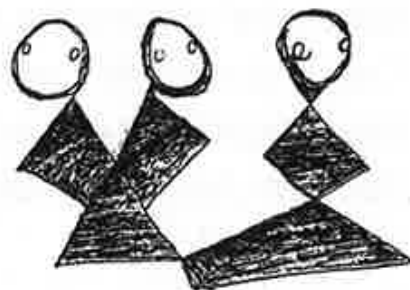
Les réformes rapides du Code civil votées en deux décennies en France vont dans le sens souhaité par les groupes de pères. Cela donne à penser que leur discours est manifestement porté jusque dans les plus hautes sphères du pouvoir.

Moindre mobilité géographique pour les femmes divorcées, difficultés grandissantes à se protéger d'un conjoint violent

La loi relative à l'autorité parentale votée en février 2002 à la hâte par une assemblée nationale pressée de fermer sa session avant les élections législatives est un véritable piège pour les femmes. En instaurant le régime de la résidence alternée autoritaire¹⁴ des enfants en cas de séparation des parents, le législateur condamne les femmes qui se séparent d'une part à renoncer à toute mutation/promotion professionnelle ou simplement offre d'emploi ailleurs que dans le lieu de résidence de l'enfant, d'autre part à rester à la merci d'un conjoint violent.

Impossibilité quasi-totale de protéger les enfants de la violence d'un conjoint, responsabilité pénale engagée pour toute personne essayant de secourir femmes et enfants victimes (procès de SEDIRE)

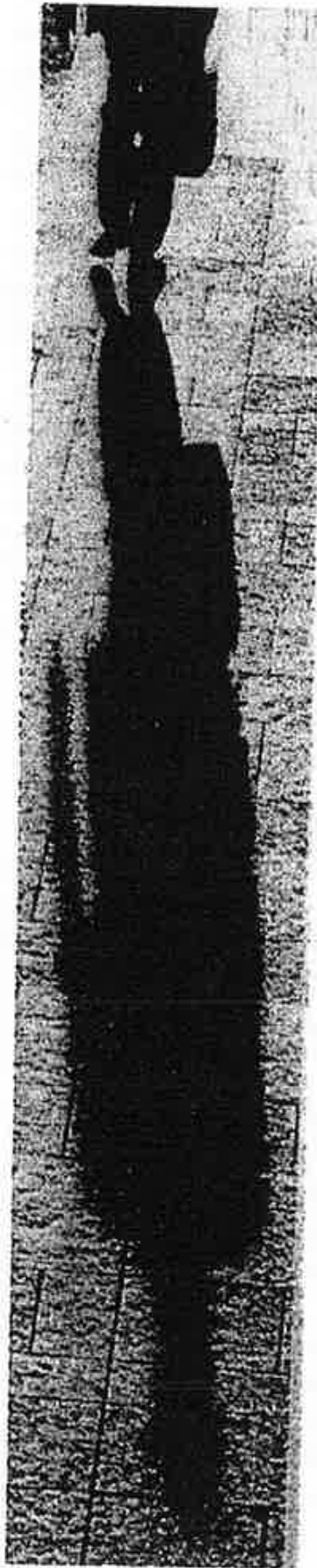
L'affaire, jugée cet été, qui impliquait une mère victime de violences domestiques et l'association dunkerquoise SEDIRE, membre du réseau



national "Solidarité Femmes", est emblématique de ce qui attend de nombreuses femmes victimes et ceux qui souhaitent leur venir en aide.

"Prison avec sursis pour une mère battue hébergée avec ses enfants par une association" ... titrait *le Monde* après le verdict du tribunal correctionnel de Dunkerque rendu le 26 juillet 2007. Cette femme, victime de violences domestiques, s'était réfugiée auprès de l'association SEDIRE avec ses enfants, à l'insu de son mari. Elle a été condamnée à trois mois de prison avec sursis, à 800 euros de dommages et intérêts au profit de son époux, ainsi qu'à 1000 euros, toujours au profit de son époux, au titre du remboursement des frais de procédure (article 475-1).

L'association a été relaxée cette fois-ci mais à l'avenir, toute militante qui prendra l'initiative de venir en aide à une victime de violences et à ses enfants, sera passible de poursuites. En effet, comme l'ont déclaré les militantes de SEDIRE : "Il est important de dire que le Tribunal a bien précisé que l'association ne peut être poursuivie pour des faits antérieurs à janvier 2006, ce qui a pour conséquence directe que de mêmes faits postérieurs à janvier 2006 peuvent être poursuivis... Une telle décision met en difficulté toutes les femmes et toutes les associations."¹⁵



Conclusion : la boucle est-elle bouclée ?

La description de l'avancée du mouvement masculiniste fait peur. On a bien le sentiment d'entrer dans une ère très difficile pour les femmes et pour les filles. Il semble évident qu'à l'heure actuelle, divorcer ou se séparer deviennent des démarches de plus en plus complexes ; surtout si la séparation est demandée par la femme pour mettre fin à une situation de violence.

À long terme, on peut prédire que les femmes risquent de se heurter à des difficultés grandissantes pour pratiquer un avortement sans demander son avis au futur père. Nos filles devront peut-être un jour obtenir l'accord de leur conjoint pour se faire prescrire une pilule contraceptive ou la pose d'un stérilet.

Ainsi, parce que l'opinion répandue est que les femmes ont obtenu tout ce qu'elles voulaient et même au-delà, voici que nous amorçons une période de régression¹⁶.

Hélène Palma

Notes

1 Selon une dépêche de l'AFP du vendredi 20 juillet 2007 : "devenir mère est toujours un frein à la carrière professionnelle pour les jeunes femmes, contrairement à leurs compagnons, qui pâtissent beaucoup moins de leur paternité, selon une étude du Centre d'étude et de recherche sur les qualifications (Céreq) publiée vendredi". Selon cette enquête, réalisée auprès de 16.000 jeunes sept ans après leur entrée sur le marché du travail, 32% des femmes déclarent que la naissance de leur premier enfant a eu une incidence sur leur emploi. Après cette première maternité, 17% des jeunes femmes passent ainsi à temps partiel, 11% changent de poste ou acceptent une mutation, 7% démissionnent de leur emploi et 4% prennent un congé parental à temps complet. Après un deuxième enfant, l'impact sur la carrière est encore plus fort, avec 35% des femmes qui réduisent leur temps de travail et 16% qui prennent un congé parental à temps complet. Chez les hommes, par contre, "être père ne semble pas avoir de conséquences sur leur situation professionnelle", souligne le Céreq, en constatant qu'enfants ou pas, "presque tous travaillent à temps plein au terme de leur septième année de vie active, et leur salaire ne varie guère en fonction du nombre d'enfants". 91% des pères déclarent ainsi que leur situation professionnelle n'a en rien été affectée par la naissance de leur premier enfant et, lorsque le deuxième arrive, 96% ne déclarent aucun changement. La principale explication, souligne le Céreq, est que ce sont toujours les femmes qui assument encore l'essentiel des charges domestiques, et la "spécialisation vers des rôles conjugaux traditionnels" s'accroît même au fur et à mesure que la famille s'agrandit. Passer l'aspirateur, préparer le repas du soir et faire les courses: les jeunes femmes s'acquittent pratiquement quatre fois plus de ces travaux que les hommes.

2 « À l'inverse d'une définition qui prendrait en compte la position du sujet meurtrier, dans le discours journalistique c'est l'amour, toujours l'amour, l'éternel coupable, et l'utilisation du mot participe au processus de déresponsabilisation du criminel » (p. 132). « Exemple extrême, *Libération*, le 21 mai 1993 a titré "Une famille se suicide" pour rendre compte du fait qu'un homme avait tué sa femme et ses enfants, puis s'était donné la mort » (p. 82).

3 Susan Faludi, "Backlash", Paris : Des Femmes, 1993, p. 294.

4 Les deux autres étaient le vert et le blanc.

5 Dans le documentaire diffusé en 2005 sur Arte, "In Nomine Patris", Myriam Tonelotto, réalisatrice, était parvenue à faire sortir Gilbert Claes, membre de "l'Après-Rupture" (groupe de pères divorcés québécois) de ses gonds. Ce dernier avait déclaré devant la caméra que si les pères n'obtenaient pas ce qu'ils souhaitaient, des choses graves, comme le meurtre d'un juge par exemple, se produiraient.

6 " Hommes au bord de la crise de nerfs ". "Elles sont passées d'un statut de servantes soumises à un modèle d'égoïsme, de carriérisme et de rivalité. Enterrée la domination de l'homme (maître, souverain, géniteur, banquier), place à des femmes de plus en plus exigeantes, complexes et paradoxales !". Olivier regarde l'indépendance sexuelle et économique des femmes comme une "violence". « Je

suis l'héritier de cette violence », ajoute-t-il. « Au nom de l'égalité des sexes, nous avons été déclarés coupables de toutes les fautes passées et dépossédés de tout. On nous a forcés à réprimer notre virilité en nous inhibant et en nous culpabilisant. On est coupables pour tous les errements des autres hommes, coupables de désir, de lâcheté, de machisme, de tout... » (*Elle*, n° 2984, 8 mars 2003, p. 84).

7 Geneviève Delaisi de Parceval, auteur de « La part du père », Paris : Le Seuil, 1981 ; Christine Castelain-Meunier, auteur de « Cramponnez-vous les pères », Paris : Albin Michel, 1992.

8 "<http://www.interpc.fr/papa/CondPat/Violence.html>"

9 Dallaire a lui-même écrit un livre sur ce sujet qu'il a intitulé « Les violences faites aux hommes, une réalité taboue et complexe », 2002. (Toute ressemblance avec une étude française consacrée aux violences faites aux femmes est bien entendue fortuite).

10 "Fédération Nationale Solidarité Femmes"

11 Voir l'article de Jennifer Hoult, « The Evidentiary Admissibility of Parental Alienation Syndrome », *Children's Legal Journal*, 2006, (1-62).

12 Affaire Steven Hone évoquée dans le documentaire de Myriam Tonelotto, « In Nomine Patris », diffusé en mars 2005 sur la chaîne franco-allemande Arte.

13 Le rapport du professeur Henrion et de son équipe remis au gouvernement Jospin en 2001 (intitulé « Les femmes victimes de violences conjugales, le rôle des professionnels de santé ») spécifie pourtant que la violence d'un homme à son domicile est aussi dangereuse pour la conjointe que pour les enfants et que le risque pour les enfants d'être à leur tour frappés est accru (chapitre « pédiatrie », p. 17).

14 Une résidence alternée peut être imposée quand bien même l'un des parents n'en voudrait pas.

15 "<http://femininlemporte.canalblog.com/archives/2007/07/31/5761883.html>"

16 « On se fait engueuler parce que les hommes ont peur. C'est tout de même épatant, et pour le moins moderne, un dominant qui vient chialer que le dominé n'y met pas assez du sien », Virginie Despentes, *Elle* (5 mars 2007, p. 220).

Points de vue

■ À Genève, en décembre 2007, lorsque la Maternité de Genève fête ses 100 ans et que des professeurs choisissent comme thème pour une journée de colloque « L'identité masculine », on comprend mieux ce que le masculinisme veut dire : « Regarder le monde à travers des yeux d'homme, et seulement ce qui les arrange ». À ce propos, nous publions, ci-dessous, une lettre de lectrices et le texte d'Anne Zelensky, figure de proue du MLF pendant les années 70-80 en France. ■

La rédaction

“Exit les femmes”

Lettre de lectrices, parue dans *Le Courrier* du 22.01.2008

La Maternité de Genève a fêté ses cent ans par un colloque... sur l'identité masculine avec des titres évocateurs d'interventions: «le chevalier sans cuirasse», «l'évaporation de l'homme»... Exit les femmes renvoyées au rang de choses ou n'ont-elles jamais cessé de l'être. Utérus gravide ou corps malade. Nous tenons à faire part de notre consternation et de notre profonde préoccupation.



Les organisateurs de ce colloque, professeurs et médecins, ont donné une image significative de leurs priorités et de leurs réflexions sur leur travail, voué à la crise existentielle masculine. Les femmes sont renvoyées à leur rôle de corps-fabrique et les bébés ne poussent qu'un cri dans le film d'ouverture. C'est franchement inquiétant pour les usagères de ces lieux, en particulier les plus désavantagées d'entre elles. C'est aussi préoccupant pour le personnel, majoritairement féminin. On a entendu récemment dans la presse les sages-femmes se plaindre d'être toujours davantage sous pression et déconsidérées. L'abîme entre soignants et soignées, entre hommes et femmes n'a jamais été aussi profond.

Maryelle Budry, Rosangela Gramoni et Rina Nissim, membres du Collectif du 14 juin, Genève.

La complainte du mâle barré

Texte paru dans le journal en ligne *Réposte Laïque*, n°25, du 24.1.08



Depuis quelques années, un vent de désarroi souffle sur nos mâles. « Mal à l'aise », « en évaporation », « en difficulté », les magazines auscultent leur mal-être, et certains se répandent par voie écrite en jérémiades ou en insultes contre le sexe anciennement « faible », qui sous la houlette des sorcières féministes, est sorti du rang millénaire. Il n'y a plus d'homme, et tout fout vraiment le camp, pas seulement les saisons !

Passage obligé du grand chambardement entre sexes. Pas de quoi s'affoler. Mais plutôt se poser d'utiles questions. Au fait c'était quoi, un « homme » ? Un être masculin formaté dès le biberon à devenir agressif, prêt à en découdre avec tout ce qui bouge, insensibilisé, méprisant avec les filles, obsédé par sa quéquette et son boulot, salivant comme un dogue dès que croise dans les parages un beau cul, mais incapable de regarder la femme qu'il a dans sa vie ? Voilà en gros l'idéal du « mec », le vrai. Pas de quoi faire rêver. Mais il faut justement se garder de confondre cette caricature du « mâle » avec ce qu'est un être humain masculin. C'est faire injure à la masculinité que de l'enfermer dans sa triste parodie. L'être humain masculin est à venir, tout comme l'être humain féminin. Ils sont en train de se forger dans l'intimité de nos recherches et de nos errements personnels.

Alors au lieu de nourrir une nostalgie vaine pour un mythe, celui de l'homme, le « vrai », que vous ne réussissez heureusement pas à être, messieurs, renoncez aux fantasmes. Cessez de nous imaginer pour nous regarder. Redescendez des nuages étouffants où vous vous êtes exilés et nous avec. Nous ne détenons aucune toute puissance autre que celle que vous nous prêtez. Le fait de pouvoir enfanter ne nous donne aucune supériorité sur vous. Vous avez organisé le monde autour de vos peurs, imaginaires comme toutes les peurs. Quel gâchis de nous avoir mises à l'ombre pendant des millénaires pour nous garder à l'œil, nous et le fruit de nos entrailles. Vous nous avez privée, l'humanité entière, de forces et de bonheur. Vous n'allez pas prétendre que cette séparation drastique entre sexes que vous avez instaurée nous a rendu heureux ? D'où vient que dans votre monde l'amour rime avec toujours... plus de souffrance ? Oui, mais vous avez fini par prendre pour « naturel » ce que vous aviez fabriqué...

Fabriqué. Comment voulez-vous aimer votre semblable quand vous en avez fait une étrangère dont vous attendez le pire ? Oui, mais vous vous accrochez, comme une moule à son rocher, à « la différence des sexes ». On le sait qu'il y a deux sexes. Comme il y a la terre et le soleil. Et alors ? Qu'est-ce que vous entendez par ce rabâchage compulsif de « la différence des sexes » ? Vous avez peur qu'on vous confonde avec une femme ? Ou bien, vous ânonnez cette incantation pour vous rappeler le bon vieux temps, où elle servait d'alibi à votre domination ? Celui qui juge de la différence de l'autre, s'en sert le plus souvent pour le disqualifier. Qui est différent ? Les autres, femmes, noirs... Qui décide de qui est différent ? A-t-on jamais inclus dans les « différents » les « mâles » ? Non, les mâles n'en font pas partie, ils jugent la différence des autres pour en faire une arme à discriminer.

Nous comprenons, messieurs, que vous ayez quelque difficulté à passer de l'autre côté, du côté où il y a perte de privilège, de repère, de statut. On ne descend pas facilement du piédestal qu'on s'est aménagé. Pas plus qu'on ne consent à renoncer au piédestal où on a placé l'Autre. Mais toute cette construction sophistiquée prend l'eau. Piédestal, étal, vestale. Nous ne voulons plus de votre piédestal, où vous nous adorez, femme fatale et inaccessible. Nous ne voulons pas plus de l'étal, où s'exposent les pièces de notre anatomie, cul, nichons, guibolles... Être la vestale de votre foyer, nous coûte cher en double journée et perte de loisir. Nous sommes en train de passer enfin à autre chose. Il y a un frémissement du côté de la relation entre sexes, figée si longtemps dans son scénario morbide. « L'amour », « cet infini à la portée des caniches » (L.F. Céline) reste à inventer, il aura peu à voir avec les pantomimes qui en tiennent lieu. C'est difficile de s'approcher d'un être, de concilier sa liberté, ses désirs et les nôtres, de suffisamment se connaître pour évaluer ce dont on est capable ou pas, de tenir la bonne distance entre besoin de fusion et souci de ne pas s'étouffer ensemble, de savoir naviguer entre besoin de sécurité et désir d'indépendance, de s'inscrire dans une durée constructive... Pas aidés, nous sommes, dans cette entreprise à haut risque, avec leurs contes à dormir debout, « prince charmant, poupée barbie et ils eurent beaucoup d'enfants ».

Cela coûte et coûtera des réaménagements personnels et collectifs, parfois douloureux. Au lieu de freiner des quatre fers, messieurs, laissez vous faire par le mouvement, accompagnez-le, réjouissez-vous de participer aux balbutiements du monde qui s'annonce. Faites comme ces hommes des années 70, nos compagnons de route dans la remise en cause des rôles et des stéréotypes sexuels. Sachez lever le nez de votre présent, et rêver à un avenir, où hommes

et femmes se reconnaîtront comme les semblables qu'ils sont et renonceront aux guerres archaïques qu'ils se font. Cela, des hommes l'ont depuis longtemps entrevu. Des poètes, qui savent voir au-delà de ce qui est. Il y a cent ans, l'un d'eux, Rainer Maria Rilke, écrivait ces lignes magnifiques dans « Lettres à un jeune poète ». Rilke a aimé une femme libre, la célèbre Lou Andreas Salomé, et ensemble ils ont tenté de vivre un amour inédit.

« Les sexes sont peut-être plus parents qu'on ne le croit : et le grand renouvellement du monde tiendra sans doute en ceci : l'homme et la femme, libérés de toutes leurs erreurs, de toutes leurs difficultés, ne se rechercheront plus comme des contraires, mais comme des frères et sœurs, comme des proches. Ils uniront leurs humanités pour supporter ensemble, gravement, patiemment, le poids de la chair difficile qui leur a été donnée ». (« Lettres à un jeune poète », Grasset)

Anne Zelensky

Contact

Collectif 14 juin c/o USCG

Terreaux-du-Temple 6

1201 Genève

Comité de rédaction

Sylvie Bonnard, Marina Decarro, Alda De Giorgi, Maria Luiza Vasconcelos

Remerciements

Nous remercions les syndicats CoMedia, SIT, SSP/VPOD, SYNA, UNIA, USDAM, Transfair et CGAS pour leur participation aux frais d'impression de cette brochure.



prix : CHF 5